Effets d’annonce

Le Fidesz surfe sur la vague des

mécontentements

Crédité de plus de 60% dans les sondages, le Fidesz bénéficie ces derniers temps du mécontentement des citoyens face à la politique des gouvernements MSZP-SZDSZ. Si son programme officiel ne sortira qu’au mois de mars, le parti séduit toujours plus d’électeurs en leur promettant de mettre fin aux mesures impopulaires du gouvernement Bajnai.

Parmi les mesures critiquées par le Fidesz figure l’impôt sur l’immobilier, introduit en début d’année afin de taxer le patrimoine des couches plus aisées. Selon Péter Szijjártó, vice-président du groupe parlementaire du Fidesz, cette taxe «n’a aucun sens» et l’une des premières mesures du nouveau gouvernement sera donc de l’abolir. Viktor Orbán a également projeté un important dégrèvement concernant les autres impôts. Le parti promet de repenser le système de santé et a critiqué le cabinet de Gordon Bajnai pour avoir diminué la subvention allouée aux médecins de famille sans toutefois préciser comment ils réorganiseraient ce secteur, confronté à un grave manque de financement.

Du côté des retraites, une certaine cacophonie caractérise les déclarations de différents responsables du parti. En parlant des projets du Fidesz à l’hebdomadaire Figyelô, Mihály Varga, ancien ministre des Finances, a par exemple évoqué l’éventuelle introduction du modèle de retraites suédois. Dans ce modèle, les citoyens disposent en quelques sorte d’un compte privé sur lequel ils cotisent durant

leurs années actives et sur lequel ils reçoivent plus tard leur retraite, en fonction des sommes qu'ils y ont versées. Le système fonctionne par ailleurs par répartition: le montant des retraites versées par l'État égale chaque année l'argent que les travailleurs actifs cotisent. Or en Hongrie ce type de financement connaîtrait de graves déficits étant donné le viellissement de la population et le fait qu'une grande partie des employés travaillent au noir. A cela s'ajoute qu'environ un quart des travailleurs cotisent désormais à la fois à un fonds public et dans différentes caisses de retraites privées. Par conséquent il y a, dans les caisses de l'État, de moins en moins d'argent à répartir entre de plus en plus de citoyens. Si le système actuel fonctionne, c'est grâce aux importantes sommes versées par les gouvernements sucessifs qui comblent ainsi le déficit du Fonds de retraites, sans quoi le montant des retraites baisserait de manière significative.

L'introduction du modèle suédois comporte donc le risque pour les retraités de voir leur allocation diminuer. Suite à la parution de cet article, Mihály Varga a d'ailleurs démenti ces informations. En même temps, László Iván, dirigeant de la Section des retraités du Fidesz, tentait, quant à lui, de gagner la sympathie des retraités en leur annonçant que le Fidesz «protègerait les retraites et maintiendrait leur valeur réelle». De son point de vue, les retraités ont été les plus grands perdants de ces huit dernières années puisque l'inflation qui les touchait a été plus élevée que celle qui affectait les autres couches de la société. De plus, le cabinet de Gordon Bajnai a supprimé la moitié de leur treizième mois, alors même que le prix de leurs médicaments et le montant de leurs fractures de gaz augmentaient. Péter Szijjártó a également déclaré que les deux plus grandes priorités de son parti seraient de protéger les retraites et les emplois.

La position du Fidesz sur cette question est assez surprenante dans la mesure où, jusqu'ici, il a plutôt été le parti de la bourgeoisie qui mettait l'accent sur l'aide des entrepreneurs au lieu d'augmenter les allocations chômages ou les retraites. Par conséquent, les retraités constituaient plutôt l'électorat du parti socialiste et non pas celui du Fidesz. D'autres propositions du parti, comme celle de Viktor Orbán sur la nécessité d'augmenter la subvention d'État dans le domaine des sports afin de créer «une branche stratégique», restent quant à elles conformes à la ligne suivie jusqu'en 2006 par le Fidesz. Au gouvernement entre 1998 et 2002, le parti a présenté la Hongrie comme candidate à l'organisation des Jeux Olympiques de 2012 et, malgré l'échec de cette candidature, Viktor Orbán soutient l'idée de la présenter à nouveau pour les JO de 2020.

Si ces déclarations permettent donc d’envisager certaines mesures du nouveau cabinet, les intentions du Fidesz dans d’autres domaines restent inconnues et les quelques informations qui circulent sont démenties par la direction du parti. Cela a notamment été le cas concernant les informations du site Index sur les projets du Fidesz dans le secteur des médias. Dans un article paru début janvier, le site a fait savoir que le Fidesz envisageait de concentrer les chaînes de télévision nationales (MTV et Duna Tv), ainsi que la radio nationale (MR) en une seule entreprise afin de réduire leurs effectifs et leurs coûts de fonctionnement. Quant à l’agence de presse MTI, le site a annoncé que le Fidesz souhaiterait la remplacer par une agence gouvernementale. Des informations aussitôt démenties par les responsables du parti. Viktor Orbán aurait même promis aux dirigeants de la télévision nationale MTV de leur assurer un financement supplémentaire, suite à l’indignation provoquée par la baisse de la subvention de l’État en novembre dernier. Le Fidesz ne compte pas lancer sa campagne officielle avant le 15 mars prochain. Comme Gábor Kubatov, responsable de la campagne du Fidesz, l’a fait savoir, ils envisagent «une campagne intensive, peu coûteuse et courte (environ un mois)». Pour cela, ils sont en train de collecter des dons et choisissent leurs bénévoles. Péter Szijjártó a officiellement ouvert le recrutement de volontaires le 14 janvier en présentant des affiches censées mobilisées «tous ceux qui souhaitent mettre fin à l’époque Gyurcsány». Cette action a pour slogan «Itt az idô» (le temps est venu) et ses mots-clés sont «succès, espoir, futur et sécurité».

Anna Bajusz

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel